

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 15 OCTOBRE 1995

N° 235

PRIX 4 FF



C  
O  
T  
E

D'IVOIRE

LES PAUVRES ONT INTERET

A SE BATTRE

POUR EUX-MEMES !



SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

## COTE D'IVOIRE

Page 4  
Côte d'Ivoire: L'éléphant d'Afrique, ce n'est pas pour demain

## LES PAUVRES ONT INTERET A SE BATTRE POUR EUX-MEMES!

Page 6  
Immigration: Contre le code de Bédié

*Le Front Républicain a appelé à manifester dans tout le pays le 2 Octobre dernier pour protester contre le code électoral imposé par le gouvernement. La répression sauvage des forces de l'ordre a entraîné la mort par balle de 4 ou 5 civils dont deux enfants, et a fait plusieurs dizaines de blessés dont plusieurs très graves.*

Page 7  
Comores: Le dernier coup d'Etat de Denard

Page 8  
Sénégal: Une tempête dans un verre d'eau

*Dans les quartiers populaires tels que Abobo et Yopougon, les manifestants ont érigé des barricades faites de bric et de broc. Quelques voitures ont vu leurs vitres brisée ou leurs carrosseries cabossées par les jets de pierres des manifestants en colère. Le député d'Abobo, une pourriture a fait à juste titre, l'objet d'une descente de manifestants dans sa maison. Quelques unes de la dizaine de voitures de luxe garées dans sa cour ont été quelque peu malmenées.*

Page 9  
Tchad: Meurtres et viols dans le Sud

Page 11  
Emirats Arabes Unis: La barbarie légale

Page 12  
Il y a cent ans mourait Engels

ABONNEMENT  
FRANCE: 1 an  
- Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF  
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

*Suite à l'intransigeance du pouvoir d'appliquer coûte que coûte le nouveau code électoral, au besoin par la force, le Front Républicain vient de lancer un mot d'ordre de "manifestations éclatées, sit-in, marches dans tout le pays", à partir du "lundi 16 octobre et tous les jours jusqu'à nouvel ordre". Interrogé par le journal "Jeune Afrique" sur les risques auxquels ce mot d'ordre pourrait conduire, Laurent Gbagbo, le leader du FPI, a justifié cette démarche en ces termes : "(...) Les Africains doivent comprendre qu'on ne peut avoir ni le développement ni la démocratie sans risquer la prison et la mort. C'est une loi de l'histoire."*

ADRESSE :  
DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

*Laurent Gbagbo a au moins raison quand il laisse entendre que rien ne tombe du ciel, que tout progrès, tout changement ne peut venir que de la volonté des hommes, de leur lutte. Mais si l'on ramène cette déclaration au niveau du combat qu'il mène avec les Djény Kobina et autres contre le pouvoir de Bédié, le leader du FPI se révèle tout*

simplement comme un démagogue.

En effet, dans la lutte qui les oppose au clan de Bédié à propos du code électoral, l'objectif réel de la clique de Gbagbo, Djény, Moriféré et autres n'est ni plus de développement ni plus de démocratie en Côte d'Ivoire. En réalité, tous ces gens-là, les politiciens au pouvoir comme leurs adversaires de l'opposition, défendent rigoureusement les mêmes intérêts, ceux des riches. Au - delà des apparences, du fait que certains sont à la tête de la dictature et que d'autres prétendent s'opposer à eux, ils appartiennent tous au même monde et partagent le même ordre social, le capitalisme. Ils sont tous au service de la bourgeoisie, d'abord celle des pays impérialistes, comme la France, dont ils sont les valets locaux, mais aussi celle de la Côte d'Ivoire, quelle que soit leur ethnie.

La principale ambition des politiciens de l'opposition, c'est d'arriver au pouvoir ou de partager celui-ci avec ceux qui le détiennent pour le moment. Ils veulent avoir accès aux privilèges, s'enrichir, placer leurs cousins et leurs copains aux postes les plus juteux, etc. Pour atteindre cet objectif, ils se servent des petites gens comme force de manoeuvre. Ils s'appuient sur la colère réelle de la population, ou d'une frange de celle-ci, excédée par la misère, les maladies et toutes sortes d'arbitraires, pour renverser le pouvoir si possible ou pour faire pression sur celui-ci.

Ce type de politique, on l'a vu appliqué ailleurs, dans d'autres pays africains. Au Mali, au Niger, au Congo, au Bénin, par exemple, des politiciens, comme Alpha Konaré, Soglo, ont profité du mécontentement populaire pour prendre le pouvoir au moyen d'élections. Au Rwanda, au Tchad, au Libéria, en Angola, des criminels du genre Taylor, Déby ou Savimbi, exploitant l'exaspération de la population, se sont servis de

celle-ci comme chair à canon pour accéder au pouvoir ou avoir un strapontin quelconque dans un gouvernement.

Quelle que soit la manière dont ces politiciens sont arrivés au pouvoir dans tous ces pays, pour les masses pauvres, rien n'a changé. L'ordre social est resté le même, avec, d'un côté, les riches qui continuent à exploiter, à voler, piller et, de l'autre, les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble de la population pauvre toujours victime de la misère, des maladies et de la désillusion en plus. Bien de pauvres sont morts "cadeau" pour qu'un politicien accède au pouvoir sans que rien ne change dans la vie réelle. C'est cet avenir-là que nous préparons en réalité les Gbagbo, Djény, Moriféré et autres dans le bras de fer qui les oppose au clan de Bédié.



Forces de l'ordre et manifestants

Ceux qui, parmi les travailleurs et les pauvres, n'ont pas voulu laisser passer la dernière en date des ignominies de Bédié, son refus de retirer ce nouveau code électoral injuste, et qui se sont affrontés à la police, ont eu raison. Si chaque injustice, chaque ignominie de ceux qui sont au pouvoir, déclençait une réaction immédiate, ceux de là-haut seraient plus prudents et ils feraient moins de provocation.

Mais les raisons pour lesquelles se sont battus les travailleurs, les pauvres, les chômeurs d'Abobo ou de Yopougon ne sont pas les mêmes que celles qui font marcher ADO ou même Gbagbo. L'un comme l'autre s'opposent à Bédié, parce qu'ils se considèrent plus aptes à mener une politique en faveur des couches privilégiées que le président actuel ; quand bien même cela ne serait, simplement que dans l'espoir d'occuper sa place et s'attribuer les avantages et les revenus qui vont avec.

Les plus pauvres, eux, n'ont rien à attendre, ni personnellement, ni collectivement, de ce que Bédié retire son code, surtout s'il ne retire, comme les chefs de l'opposition sont prêts à l'accepter, que les articles qui désavantagent ADO. Ceux des quartiers pauvres qui se sont battus, l'ont fait pour empêcher le retour au parti unique et à la dictature, même déguisés en multipartisme. Ils l'ont fait, aussi, tout simplement parce que la provocation de Bédié n'a été que la dernière goutte qui a fait déborder

la colère accumulée depuis tant de temps, contre l'aggravation de la pauvreté, contre la morgue de la police, contre toute cette société qui écrase les pauvres.

Si les travailleurs et les pauvres acceptent de se battre derrière ADO ou Gbagbo - ce qui revient au même car en ce moment Gbagbo s'aligne complètement sur ADO - ils n'auront fait que tirer les marrons du feu pour deux hommes dont l'un a déjà montré, en tant que premier ministre de Houphouët, qu'il est un ennemi des travailleurs; l'autre le montrera à la première occasion qui lui en sera donnée.

Voilà pourquoi, même lorsqu'ils se battent pour les droits et les libertés démocratiques, les travailleurs doivent se battre sous leur propre drapeau et non derrière les vendeurs d'illusions que sont les politiciens de l'opposition qui les trahiront, inévitablement. Et c'est aussi la seule façon de renforcer les chances de la classe des prolétaires dans les luttes nécessaires pour imposer leurs revendications propres.

## COTE D'IVOIRE L'ELEPHANT D'AFRIQUE, CE N'EST PAS POUR DEMAIN

Du 2 au 4 de ce mois, à Abidjan, le gouvernement ivoirien a invité au "Forum des investisseurs" plusieurs centaines d'hommes d'affaires -notamment ceux des pays développés- pour tenter de les convaincre d'investir en Côte d'Ivoire.

Avant la tenue de ce Forum, le gouvernement avait pris un certain nombre de mesures en faveur des patrons, telles que les avantages fiscaux, le "nouveau" code de travail qui leur permet d'avoir une main d'oeuvre taillable et corvéable

à merci, etc. De plus, le premier ministre Kablan Duncan avait parcouru plusieurs pays développés pour prier les hommes d'affaires d'investir en Côte d'Ivoire. Toutes ces initiatives n'ont pas donné les résultats escomptés.

Alors, ce Forum des investisseurs sera-t-il une initiative plus fructueuse que les précédentes? Rien n'est moins sûr. Car les hommes d'affaires ne sont pas là pour "aider" le gouvernement à "bâtir l'éléphant d'Afrique, c'est-à-dire une économie saine,

forte et durable", comme l'a exprimé le premier ministre au cours de cette rencontre. Les capitalistes investissent là où ils sont sûrs de faire des affaires juteuses. Le critère essentiel qui les pousse à investir, c'est la rentabilité.

Ainsi dans les années 60 et 70, quand le café et le cacao -les deux mamelles de l'économie ivoirienne- se vendaient relativement bien et que les caisses de l'Etat étaient garnies, les hommes d'affaires n'attendaient pas d'être invités pour aller investir en Côte d'Ivoire. Ils y allaient d'eux-mêmes, pas seulement pour investir dans le privé, mais aussi dans le public en proposant eux-mêmes des projets à l'Etat, quand celui-ci n'en avait pas de rentables pour eux. Certains, comme Blohorn ou Bolloré se sont enrichis en faisant des affaires surtout dans le secteur privé, d'autres comme Bouygues se sont enrichis essentiellement dans le public. L'Etat lui-même n'hésitait pas à créer ses propres sociétés ou à être actionnaire dans d'autres.

Puis avec la crise économique qui a entraîné l'effondrement des prix du café et du cacao, le mouvement inverse s'est opéré à partir des années 80. Non seulement il n'y avait pas de nouveaux investissements, mais de nombreuses entreprises françaises, par exemple, ont retiré leurs capitaux pour aller les investir ailleurs. L'Etat lui-même cherche désespérément, depuis des années, à se débarrasser des sociétés étatiques. Car en plus du fait qu'il n'a plus d'argent, il doit s'endetter davantage pour boucher sans cesse les déficits chroniques de ces sociétés.

Pour à la fois mettre fin à cette hémorragie financière et avoir de l'argent frais dont il a bien besoin, l'Etat a commencé à privatiser ses sociétés et à vendre les actions qu'il a dans d'autres sociétés. Mais les acquéreurs ne se bousculent pas, et l'Etat traîne

toujours la quasi totalité de ses sociétés comme un fardeau insupportable.

Il semble donc que le véritable but de ce "Forum des investisseurs" est de trouver des acheteurs des entreprises d'Etat. Un des journalistes présents à ce Forum a d'ailleurs relevé que le premier ministre est revenu plusieurs fois sur la privatisation, comme un refrain.

Les organisateurs de ce Forum étaient très satisfaits du fait que pas moins de 300 hommes d'affaires étrangers aient répondu à leur invitation. Mais ceux-ci n'avaient pas non plus des raisons de se plaindre, ne serait-ce que parce qu'ils avaient déboursé "moins de 5.000 FF pour le billet d'avion et la chambre dans un hôtel 5 étoiles", selon Jeune Afrique Economie. Quel homme d'affaires ne s'offrirait pas quelques jours de vacances à ce prix-là?

Aussi, pour ajouter l'utile à l'agréable, ces hommes d'affaires ont tenu à faire le déplacement pour voir de près ce qui pourrait être intéressant pour eux dans la perspective d'une reprise économique. La hausse légère des prix du café et du cacao aurait entraîné l'année dernière un taux de croissance de 1,7%. C'est les manifestations concrètes de cette croissance qu'ils voulaient vérifier. C'est ce qu'a exprimé un des participants en ces termes: "si une telle manifestation avait eu lieu il y a deux ans, il n'y aurait pas eu autant de monde".

Donc pour que les hommes d'affaires se décident à investir en Côte d'Ivoire ou ailleurs, il faudra une reprise effective de l'économie, c'est-à-dire la certitude de faire des profits. Mais cette relance de l'économie ne dépend absolument pas des initiatives, bonnes ou mauvaises du gouvernement ivoirien. Tout simplement parce que cette crise est mondiale et que les grands pays

industrialisés qui dirigent le monde ne savent pas eux-mêmes comment y mettre fin.

L'impuissance des pays industrialisés face à la crise depuis plus de 20 ans montre bien que la véritable solution à la crise est à chercher, non pas dans le système capitalisme lui-même, mais ailleurs, c'est-à-dire en remplaçant ce système économique aberrant par une autre société plus juste et plus rationnelle.

Alors, en cette période de campagne électorale, les prévisions très optimistes du premier ministre qui parle déjà d'un taux de croissance de 6,5% à la fin de cette année et de 10% au moins en 1998 sont tout simplement des propos démagogiques, à classer dans le catalogue des promesses électorales. Tout comme le slogan "l'éléphant d'Afrique". C'est d'ailleurs accessoirement à des fins électoralistes que le "Forum des investisseurs" a été organisé.

## IMMIGRATION

### MANIFESTATION CONTRE LE CODE ELECTORAL DE BEDIE

Le samedi 14 Octobre, suite à l'appel du Front Républicain (regroupement de plusieurs partis d'opposition), une manifestation réunissant près de 80 personnes a eu lieu à Paris, entre la place du Trocadéro et l'ambassade de la Côte d'Ivoire. L'objet de cette manifestation était de protester contre le nouveau code électoral cynique mis en place par Konan Bédié, l'actuel président de la Côte d'Ivoire, pour écarter son rival principal Alassane Ouattara de la course présidentielle. Selon ce code électoral, en effet, Ouattara ne peut pas se porter candidat puisque Bédié a décidé que désormais tout postulant devrait être né de père et de mère ivoiriens de "souche" et n'avoir pas vécu à l'étranger pendant les cinq dernières années précédant les élections. Signalons tout de même que Ouattara a été premier ministre pendant les dernières années d'Houphouët Boigny et qu'il était membre du même PDCI, le parti de Konan Bédié.

Cette manifestation a donc été une occasion pour les ivoiriens se trouvant en immigration en France de marquer leur désapprobation de la politique de Bédié. Pour empêcher ou pour intimider les manifestants à venir nombreux, le gouvernement français avait envoyé massivement les forces de l'ordre. C'était une manière de montrer sa solidarité avec son petit protégé d'Abidjan. Malgré cette intimidation les manifestants, derrière quelques personnalités des partis de l'opposition ont pu crier leur colère contre le pouvoir de Bédié. Ils ont lancé des slogans comme "Retirez le code!" ou "Liberté nous voulons!", etc... On y voyait aussi quelques pancartes résumant la politique de tromperie de ces partis d'opposition. On pouvait y lire : "Pour une vraie liberté dans une vraie République", "Pour une vraie démocratie en Côte d'Ivoire", "Pour la cohésion Nationale"...

Mais Ouattara pour qui les manifestants roulaient sans trop le

dire a fait parti du sérail politique d'Houphouët Boigny, et au plus haut niveau. Il a soutenu des années durant la politique du parti unique d'Houphouët. Premier ministre, il n'a pas hésité à mettre en prison les dirigeants de l'opposition; il interdisait la liberté d'expression...Et c'est celui-ci qui serait devenu par un miracle du saint esprit le garant représentant de la "liberté" et de la "démocratie"?

Quant à Djeni Kobina, l'un des leader du Front Républicain, il n'est pas différent de Ouatara. Lui aussi, il a été durant des années au

PDCI. Il s'est fait remarqué en étant un des lèche-bottes zélé d'Houphouët. Il n'a quitté le PDCI qu'il y a quelques mois. Tous ces gens-là ne sont que des ennemis des travailleurs et des pauvres en général. Et quand il nous parlent de "cohésion nationale" c'est surtout pour que les travailleurs qui subissent de plein fouet l'exploitation capitaliste lourdement aggravée par la crise et la dévaluation ne prennent pas conscience qu'ils constituent une classe à part et dont les intérêts sont opposés à ceux de la bourgeoisie fût-elle de l'"opposition".

## COMORES LE DERNIER COUP D'ETAT DE BOB DENARD

Le 28 septembre dernier, Bob Denard a encore réussi à destituer l'actuel président comorien Saïd Mohamed Djohar par un coup d'Etat en débarquant avec ses mercenaires à Moroni. Il a mis à sa place un jeune capitaine nommé Combo, qu'il a sorti de prison. Ce dernier était prisonnier depuis 1992 parce qu'il

était soupçonné de tentative de coup d'Etat.

L'action de ce vieux mercenaire n'aura duré que quelques jours. Après quelques hésitations, l'impérialisme français a rétabli la situation en envoyant ses troupes arrêter les mercenaires et faire prisonnier Bob Denard. Et pour l'heure c'est le premier ministre qui assure l'intérim du pouvoir.

Bob Denard a servi l'impérialisme français depuis une vingtaine d'années dans des actions militaires dans ce pays. Déjà en 1975 il avait aidé Ali Soilih à prendre le pouvoir en chassant par un coup d'Etat Ahmed Abdallah. Quelques années après, en 1978, ce même Bob Denard, à la tête d'un commando renverse Ali Soilih pour remettre au pouvoir Ahmed Abdallah. Bob Denard organise et dirige la garde présidentielle d'Abdallah. Il fait la pluie et le beau temps aux Comores et met la main dans la finance de ce pays.



Denard lors de son arrestation

Onze ans après il est de nouveau trempé dans le renversement et l'assassinat de ce même Abdallah en 1989. Finalement l'impérialisme français, las de ce mercenaire qui en fait trop à sa guise, a écarté du pouvoir Denard et sa bande par l'intervention de ses parachutistes.

Malgré la décolonisation, l'impérialisme français n'a pas cessé de faire et de défaire les gouvernements africains. Parfois, dans le secret des cabinets ministériels et en s'appuyant tout simplement sur les forces et les ambitions locales. Parfois, en faisant intervenir officiellement son armée. Bob Denard et les crapules de son acabit servaient pour les coups tordus, où la France ne pouvait pas s'engager

directement. Bob Denard n'a jamais été qu'un instrument. Il se peut que cette fois, l'instrument ait échappé des mains qui le manipulaient habituellement et ait cru pouvoir jouer son propre jeu. Encore que...Le président en titre, Mohamed Djohar, démis par Bob Denard reste en résidence surveillée à la Réunion.

Derrière le coup d'Etat raté de Bob Denard, il y a apparemment un autre, réussi celui-là, par lequel le gouvernement français s'est

débarrassé d'un Mohamed Djohar devenu impopulaire et de surcroît sensible aux sirènes de l'islamisme et qu'il était temps que ses maîtres de Paris le forcent vers la porte de sortie.

## SENEGAL

### TEMPETE DANS UN VERRE D'EAU

Abdou Diouf a mis fin à la participation du PIT au gouvernement en limogeant les deux ministres de ce parti qui avaient rallié le pouvoir depuis 1991. Il s'agit d'Amath Dansokho, le secrétaire général du PIT, qui occupait la fonction de ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat et de son collègue Maguette Thiam, ministre délégué à la Planification.

La raison officielle de ce limogeage serait que le dirigeant du PIT aurait déclaré (alors que Diouf se trouvait en France pour un séjour de six semaines) que le pays n'était "pas gouverné". Les ténors du PS (le parti de Diouf) lui ont retorqué qu'ils n'ont "pas de leçon à recevoir d'un petit parti à faible représentativité et qui a été

associé à la gestion du pouvoir par le président de la République...". A son retour de voyage, Diouf a décrété leur limogeage. Bref, c'est le "je t'aime, moi non plus" entre le PS et le PIT.

Ainsi donc le PIT de Dansokho est redevenu un parti d'"opposition" à Diouf par la volonté de celui-ci après s'être couché devant lui au point que pour beaucoup, le PIT n'était rien d'autre que le "PS-bis".

Ce qui est vrai, c'est que les dirigeants du PIT, après avoir été utilisés comme des paillasons par Diouf pour avoir droit à la mangeoire gouvernementale sont jetés comme de vieilles chaussettes usées. Ce ne sont certainement pas les



pour-compte qui ont eu à subir les blocages de salaires, puis la diminution des salaires, les licenciements et les coupes sombres dans les budgets des secteurs vitaux du service public cautionnés par le PIT qui pleureront sur le sort de ces malheureux limogés. Diouf a peut-être trouvé meilleures chaussettes pour ses pieds en la personne de Wade du PDS et de quelques-uns des dirigeants de la LD (Ligue Démocratique) qui ont rejoint le pouvoir après avoir passé quelque temps dans l'opposition voire un petit séjour en prison.

Wade a déjà eu à subir le même

sort que Dansokho parce que c'est pour la deuxième fois qu'il rejoint la mangeoire gouvernementale auprès du même Diouf. Entre-temps il a fanfaronné comme un opposant irréductible à la politique de Diouf. Dansokho s'apprête à la même gesticulation de l'opposant. Selon la presse il a déjà "dressé un sévère réquisitoire contre la politique gouvernementale"...à laquelle il a lui-même participé pendant quatre années. Il est donc redevenu "opposant" jusqu'à la prochaine occasion... et ainsi de suite. C'est un vrai feuilleton. "Dallas" existe déjà, on pourrait l'intituler..."Dakar".

## TCHAD MEURTRES ET VIOLS DANS LE SUD DU PAYS

Un communiqué qui circule en ce moment dans le milieu tchadien à Paris fait état de 16 exécutions et de 7 viols de filles et de femmes commis dans le sud du pays, entre août et début septembre par les éléments de la garde républicaine du dictateur Idriss Déby.

Sous le titre " A quel saint se vouer?" ce tract de plus de deux pages publié en septembre dernier à Moundou par le bureau de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme des deux Logones et de la Tandjilé raconte: "La tragédie que vit le Logone occidental ne fait que s'empirer avec les exécutions sommaires des populations, les pillages et les viols des femmes par les éléments de la Garde Républicaine aux détriments des règles élémentaires de gestion des ressources humaines. Sous le prétexte fallacieux que cet escadron de la mort ne peut obéir qu'aux ordres de la Présidence, le

Commandant Ahmed Dari assisté du Commandant de régiment de Beinamar et des Chefs des détachements de Ngondong, Tapol, Laoukassy, Kélo et Krim-Krim se sont livrés à des actes de barbarie (...).

Le Bureau cite des exemples: "A Ber Bessa, le 20 août 1995, Djébayom Etienne, père de 10 enfants, Djékounyom Gabriel, père de deux enfants, Madjiadoum Sébastien père d'un enfant sont exécutés dans le village par un groupe de 25 militaires conduits par le commandant de régiment de Beinamar. Le 21 août à Nian II Dénembaye Agnès, 55 ans et mère de 10 enfants, Makouyonodji Martine, 27 ans en grossesse et Népitimbaye Béatrice 14 ans et Gouadjé, 12 ans, ont été violées à tour de rôle par un groupe de militaires."

Dans le canton de Krim-krim à Kar Koung, le bureau de la Ligue dénonce le climat de peur qui est

instaurée: "La zone est mise sous embargo, depuis le mois d'Août, aucun paysan ne peut se rendre au champ de peur d'être considéré comme rebelle par les éléments de la GR. Cette haine et cette méprise amène la plupart des jeunes à quitter leurs villages pour se réfugier au Cameroun."

Par cette répression brutale,

par le comportement sauvage des militaires envers les femmes, le régime de Ndjaména croit mettre un terme à la sympathie, au soutien que les populations apportent aux mouvements de résistance armée.

Mais plus cette répression est féroce, plus elle pousse les gens révoltés dans les bras de ces mouvements de rébellion.

## IMMIGRATION

### SOLIDARITE AVEC CEUX DU FOYER NOUVELLE FRANCE

Les résidents du foyer de la rue Nouvelle France à Montreuil risquent à tout instant d'être expulsés manu-militari de leur foyer. Il ont reçu de la part du Préfet une lettre sous forme d'ultimatum leur enjoignant de quitter leur foyer au plus tard le 11 octobre. Le délai est déjà dépassé mais les travailleurs ne sont pas d'accord pour quitter leur foyer sans proposition acceptable pour leur relogement. Ils ne veulent pas être éparpillés à gauche à droite en petit nombre et dans des bâtiments où il n'y a ni cantine, ni salle de réunion, ni cuisine collective comme cela leur a été promis en 1980 lorsqu'ils avaient quitté le foyer du 49 rue Léon Gaumont à la porte de Montreuil. Non seulement le relogement qui leur est proposé ne correspond pas à ce qui leur a été promis mais en plus le prix est exorbitant puisqu'il faut payer selon le dernier prix fixé une somme de 1670 francs par lit et par mois. Certaines chambres de 20 mètres carrés contiennent jusqu'à quatre lits. Ce qui, au mètre carrés, coûte 334 francs. Même Alain Juppé paye moins qu'eux puisque

pour un logement de luxe appartenant à la Ville de Paris et qu'il s'est offert à la rue Jacob, il ne paye que 66 F le mètre carré !

Lorsqu'ils avaient quitté leur ancien foyer de la rue Léon Gaumont, les travailleurs avaient alors accepté sous certaines conditions un relogement provisoire dans des baraquements préfabriqués. Les autorités municipales et préfectorales leur avaient promis alors que dans un délai maximal de 24 mois ils seraient relogés dans un foyer en dur conformément à leur revendication. Cette promesse n'a pas été tenue et le "relogement provisoire" dure maintenant depuis plus de 14 ans. Ce foyer préfabriqué est devenu un vrai danger pour les résidents qui craignent, en plus de son insalubrité, des risques d'incendies dûs au fait que les fils électriques sont devenus très vieux. La mairie de Montreuil et la préfecture, au courant de ses risques depuis des années ont laissé traîner les choses.

Les résidents ont raison de ne pas accepter n'importe quel

relogement. Ils veulent ce qui leur a été promis. Ils cotisent comme tous les travailleurs immigrés dans

une caisse de logement. Ces fonds existent et ils ne demandent que leur dû.

## EMIRATS ARABES UNIS

### LA BARBARIE LEGALE

Le 16 septembre dernier une jeune Philippine de 16 ans, Sarah Balabagan, employée de maison dans une famille riche d'Abu Dhabi, a été condamnée à mort pour le meurtre de son patron, alors que celle-ci n'avait fait que se défendre pour mettre un terme aux viols dont elle avait été victime à plusieurs reprises.

L'histoire de cette jeune fille est aussi celle de milliers d'autres filles chassées par la misère de leur pays natal. Sarah est allée à Abu Dhabi chercher du travail pour aider sa famille. Là, elle a



S a r a h

travaillé comme employée de maison, tous les jours de 5h à 2h du matin. Elle n'avait pratiquement pas le temps de se reposer, et ne pouvait prétendre à aucun congé. C'est un véritable esclavage moderne.

Mais pour son employeur, ce

n'était pas encore suffisant que Sarah se tue au travail. Il faisait subir à celle-ci des violences sexuelles. Pour en finir avec ce calvaire, Sarah a tué l'employeur sadique et vicieux en juillet 1994, de plusieurs coups de couteau.

Les agressions sexuelles qu'a subies Sarah sont loin d'être un cas isolé. En effet, selon certains journaux, chaque année des milliers d'employées de maison quittent les pays du Golfe à cause des sévices sexuels et des mauvais traitements de la part de leurs employeurs. Mais c'est une des rares fois qu'en la personne de Sarah, une employée de maison a osé se défendre en tuant son agresseur.

Lors de son jugement l'année dernière, Sarah répétait inlassablement: "je n'ai fait que me défendre". Le tribunal islamique semblait avoir pris cela en compte en la condamnant à sept ans de prison. Mais cette peine lourde et injuste n'était pas assez sévère pour la famille du violeur qui, avec le soutien du chef de l'Etat des Emirats, a demandé la révision du procès.

C'est donc lors d'un deuxième jugement, en septembre dernier, que le même tribunal a remis en cause la légitime défense et a parlé de "la prétendue tentative de viol" avant de condamner à mort la jeune fille. Manifestement, les autorités ont tenu à réviser le procès et à

infliger la peine capitale pour décourager d'autres employées de maison qui, victimes de viols, seraient tentées de porter plainte contre leurs employeurs.

Ce procès scandaleux a provoqué à juste titre une indignation générale dans le monde. De partout, des protestations individuelles et surtout collectives à travers des associations féminines ont été adressées aux autorités d'Abu Dhabi. Cette mobilisation a fait reculer

ces autorités et, aux dernières nouvelles, il ne serait plus question de peine de mort.

Cependant Sarah risque d'être condamnée à plusieurs années de prison. C'est pourquoi il faut continuer à se battre pour obtenir un acquittement pur et simple. Mais au-delà de la misère et des cruautés subies par Sarah, c'est la barbarie de l'ensemble de la société qu'il faut supprimer.

## IL Y A CENT ANS MOURAIT ENGELS

Engels était l'ami de Marx et le collaborateur de toute son oeuvre. Ce brillant intellectuel, fils d'un industriel allemand pourtant conservateur, avait fait dans sa jeunesse un séjour en Angleterre. Il a vu de près les atroces conditions de vie faites alors à la classe ouvrière dans ce pays où le capitalisme était le plus développé à l'époque. Il s'y est lié avec les milieux socialistes.

De sa collaboration avec Marx allait naître une nouvelle conception de l'histoire: le matérialisme historique. Le socialisme n'est plus considéré comme un projet artificiel de société idéale, mais comme un stade d'organisation sociale que les lois de l'histoire rendent possible et nécessaire.

Engels et Marx adhèrent en 1847, à la Ligue des communistes qui les charge de rédiger son programme. Ce sera le Manifeste du parti communiste.

L'organisation sociale (esclavage dans l'antiquité, servage au moyen âge, salariat à l'époque contemporaine) est déterminée par le degré de développement des forces productives. Ces différentes formes

de société reposent toujours sur la propriété privée défendue avec violence par les classes dominantes. "L'Etat, c'est des bandes d'hommes armés pour la défense de la propriété", écrivait Engels.

En montrant que la lutte des classes est le moteur de l'histoire, Marx et Engels ne donnent pas seulement une clé permettant de mieux comprendre le passé, mais aussi un moyen de comprendre le présent et de préparer l'avenir.

Pour en finir avec le vieil ordre social qu'est le capitalisme, les travailleurs devront recourir à la force armée et construire leur propre Etat qui représentera les intérêts de la grande majorité de la population. Pour Marx et Engels, les intérêts généraux de l'humanité se confondent désormais avec ceux de la classe ouvrière.

Quand la bourgeoisie sera définitivement vaincue, l'Etat prolétarien pourra dépérir pour laisser la place à une société sans armée, sans prison, sans frontières. Une société où tous les hommes seront libres.

Marx et Engels jouèrent un rôle

important dans la fondation en 1864 de l'Association Internationale des Travailleurs (1ère Internationale) qui travaille à organiser les ouvriers de tous les pays.

Le monde a beaucoup changé depuis la mort d'Engels. Pourtant les tares qu'il dénonçait dans le capitalisme sont restées les mêmes et ont été portées à une échelle bien plus vaste. Le capitalisme a certes permis des progrès techniques et un développement considérable des capacités de production. Mais cela s'est fait au prix du pillage de toute la planète, de l'appauvrissement de tous les peuples du tiers-monde.

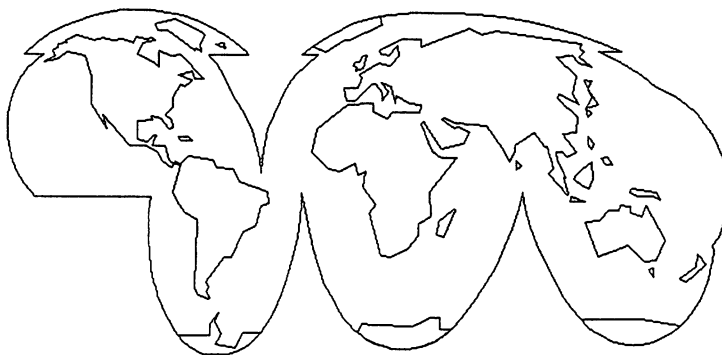
Après avoir engendré deux guerres mondiales, ce système sénile est périodiquement secoué par des crises économiques, dont la dernière menace de s'aggraver à tout moment et de plonger toute l'humanité dans la barbarie.

Intégré dans le système capitaliste, le continent africain en a subi tous les méfaits. La saignée esclavagiste fut la première ponction meurtrière que les négriers capitalistes réalisèrent sur le continent.

Par la suite, le colonialisme a institutionnalisé le pillage en modifiant l'économie et les structures sociales. Avec la décolonisation, le pillage du continent, l'exploitation de ses classes laborieuses n'ont pas cessé, pas plus que les transferts de valeurs considérables des pays les plus pauvres vers la bourgeoisie des pays riches.

Aujourd'hui le capitalisme vieillissant fait ses ravages dans le monde entier. Pour le transformer radicalement, le cri de ralliement proclamé par Marx et Engels est toujours d'actualité: "Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous".

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.